

VIEILLESSE

GÉNÉRALITÉS - APPLICATION DES CONVENTIONS OU ACCORDS INTERNATIONAUX

Lorsque la carrière d'un assuré a été accomplie dans plusieurs pays, en France et à l'étranger, **4** situations peuvent se présenter pour le calcul de la pension vieillesse du régime général de Sécurité sociale :

- 1 - L'assuré a travaillé en France et dans un pays étranger sans convention de Sécurité sociale hors EEE. Dans cette hypothèse, la pension française est seule applicable, les périodes cotisées à la CFE (caisse des français de l'étranger) sont donc retenues au régime général et les périodes reconnues équivalentes (les périodes d'activité professionnelle avant le 1^{er} avril 1983 en France ou à l'étranger qui peuvent ou auraient pu être rachetées au titre de l'assurance vieillesse) sont retenues pour le taux ;
- 2 - L'assuré a travaillé en France et dans un pays étranger lié par une convention de Sécurité sociale. Dans ce cas, il y a lieu d'appliquer la réglementation prévue par chaque convention bilatérale dès lors que les conditions d'application sont réunies (nationalité dans certains cas par exemple) ;
- 3 - Le salarié a travaillé en France et dans un pays de l'EEE (Espace Économique Européen). Dans ce cas, il y a lieu d'appliquer le règlement CE n° 883/2004.

Le 30 octobre 2009 deux règlements ont été publiés au journal officiel de l'Union européenne :

- le règlement (CE) n° 987/2009 du 16 septembre 2009, fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004,

- le règlement (CE) n° 988/2009 modifiant le règlement n° 883/2004 et déterminant le contenu de ses annexes.

Ces règlements remplacent depuis le 1^{er} mai 2010 les règlements n° 1408/71 et n° 574/72 du moins dans les relations entre les États membres de l'Union européenne. En effet tant que le nouveau texte n'a pas été adopté par les instances compétentes pour l'étendre aux relations avec les États de l'Espace économique européen ou avec la Suisse, on continue d'appliquer les règlements n° 1408/71 et n° 574/72. Au 1^{er} avril 2012, la Suisse a intégré les règlements n° 883/2004 et n° 987/2009.

☞ *Ce n'est plus le cas pour les ressortissants d'État tiers depuis le 1^{er} janvier 2011, date d'entrée en application du règlement 1231/2010 du 24 novembre 2010 qui étend aux ressortissants de pays tiers, résidant sur le territoire d'un État membre et dont la situation dépend de plusieurs d'entre eux, le bénéfice des nouveaux règlements communautaires auxquels ils n'étaient pas soumis, en raison de leur nationalité.*

- 4 - Le salarié a travaillé dans plusieurs pays étrangers avec convention de Sécurité sociale (application de plusieurs conventions bilatérales ou multilatérales).

On ne peut cumuler plusieurs conventions, on applique la plus favorable.

Cependant certaines conventions prévoient la prise en compte des périodes d'assurance accomplies sur le territoire d'un État tiers, lorsque cet État tiers est lié aux **2** contractants par un accord de coordination, c'est le cas des pays suivants : Brésil, Canada, Inde, Maroc, Tunisie, Uruguay.

Ce qui signifie qu'en matière de retraite de base, sous conditions, il est possible de prendre en compte les périodes d'affiliation à un régime de retraite dans les territoires liés par la convention.

☞ *Les situations varient également suivant la nationalité de l'assuré.*

Diverses situations peuvent se présenter, le salarié pourra, dans certaines situations bénéficier d'une retraite à taux plein, dès l'âge minimum de la retraite en France, grâce à l'application des conventions de Sécurité sociale, sous réserve de justifier d'une durée totale d'assurance tous régimes confondus de **160 à 172** trimestres suivant la date de naissance.

Suivant les situations , il faut donc être vigilant et bien vérifier la prise en compte des trimestres côté français pour pouvoir bénéficier du taux plein.

CALENDRIER DU NOMBRE DE TRIMESTRES NÉCESSAIRES POUR OBTENIR UNE RETRAITE À TAUX PLEIN (SANS DÉCOTE)

Année de naissance	Âge légal (hors départs anticipés)	Durée d'assurance requise après réforme
1960	62 ans	167 trimestres
Du 1 ^{er} janvier au 31 août 1961	62 ans	168 trimestres
Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre 1961	62 ans et 3 mois	169 trimestres
1962	62 ans et 6 mois	169 trimestres
1963	62 ans et 9 mois	170 trimestres
1964	63 ans	171 trimestres
1965	63 ans et 3 mois	172 trimestres
1966	63 ans et 6 mois	172 trimestres
1967	63 ans et 9 mois	172 trimestres
1968	64 ans	172 trimestres
1969	64 ans	172 trimestres
1970	64 ans	172 trimestres
1971	64 ans	172 trimestres
1972	64 ans	172 trimestres
1973	64 ans	172 trimestres

La loi n°2023-270 du 14 avril 2023 a apporté une profonde réforme au système de retraite français. Longuement débattue au parlement, elle a donné lieu à un affrontement d'une intensité rare entre les différents acteurs. La loi du 14 avril 2023 a prolongé l'âge de la retraite. Il ressort de la nouvelle législation que l'âge légal pour aller à retraite est de 62 ans. Mais la nouveauté qu'elle a amenée est l'instauration de l'âge pivot de 64 ans. C'est l'âge de référence à partir duquel une personne active peut demander à faire valoir ses droits à la retraite à taux plein tout en bénéficiant d'une surcote pour chaque année supplémentaire. De manière concrète chaque personne active peut, avant cet âge, aller à la retraite. Mais il lui sera appliqué un malus et elle percevra une retraite à faible taux. Par contre si elle fait le choix de partir à la retraite après 64 ans, il sera appliqué un système de bonus qui fera augmenter systématiquement le montant de sa retraite.

La décote insérée dans la législation française relative à la retraite a pour objectif, d'une part, d'inciter les français à travailler plus longtemps ce qui permettra à la France de rééquilibrer le système de retraite qui déficitaire. Elle permettra, d'autre part, au pays de se rapprocher à la moyenne d'âge de départ à la retraite dans les pays de l'Union Européenne ainsi que ceux de l'OCDE.

En résumé, la loi n°2023-270 du 14 avril 2023 porte à 64 ans l'âge de la retraite et à 43 ans la durée des cotisations pour prétendre au bénéfice du taux plein. Par ailleurs, supprime à partir du 1^{er} septembre 2023, l'ensemble des régimes spéciaux de certaines catégories de salariés.

Un simulateur de droit est mis en place sur le site www.info-retraite.fr

Des situations particulières peuvent permettre un départ avant l'âge légal (carrières longues, handicap, pénibilité, incapacité permanente de travail, inaptitude).

PENSION PRORATISÉE

La proratisation de la pension globale théorique a pour but de déterminer le montant de la prestation à chacun des États, de chacun des régimes dans lesquels l'assuré a été affilié.

La pension globale théorique est au prorata des périodes validées par le régime général par rapport au total des périodes retenues pour le calcul de la pension théorique, limité au maximum prévu par la législation française soit **150 à 172** trimestres suivant l'année de naissance.

MINIMUM

Le minimum contributif est réduit au prorata.

MAXIMUM

Il est servi une fraction du maximum de paiement au prorata de la durée d'assurance France.

AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES

Majoration tierce personne

La majoration tierce personne sera réduite au prorata temporis.

En raison de cette proratisation, elle ne pourra subir de suppression ou de réduction que du fait de l'existence de prestation de nature différente.

Sachant que la nature de la majoration pour tierce personne suit la nature (au sens du risque) de l'avantage principal, deux situations peuvent se présenter :

- la majoration tierce personne a été accordée au regard de la législation d'un autre État membre en complément d'un avantage vieillesse ou invalidité : elle ne doit pas être prise en considération pour l'application d'une règle limitant les cumuls, le prorata de majoration française sera donc intégralement servi ;
- la majoration tierce personne a été accordée au regard de la législation de l'autre État membre en complément d'un avantage autre (rente accident de travail, avantage attribué par un régime non visé par les règlements communautaires) : elle sera alors prise en considération.

La majoration tierce personne sera réduite au prorata.

Circulaire CNAVTS n° 20-94 du 31 janvier 1994

Majoration pour enfant

Elle est égale à **10 %** de la pension au prorata.

Formule de calcul de la pension au prorata

$$\text{Pension théorique} \times \frac{\text{Périodes validées par le régime général}}{\text{Na}}$$

Na : Total des périodes retenues pour le calcul de la pension théorique limité à 169 trimestres pour un assuré né en 1962 ^(*)

^(*) Variable suivant l'année de naissance

Exemple

Un assuré né en 1964 de nationalité française (départ à la retraite à 63 ans).

Durée d'assurance au régime général de France : 95 trimestres

Durée d'assurance au régime général de Belgique : 80 trimestres, après le 1^{er} avril 1983

Pension théorique : $\text{SAMB} \times 50 \% \times \frac{171}{171}$

Pension au prorata :

Pension théorique $\times \frac{\text{durée d'assurance France (95 trimestres)}}{171}$

Renonciation au calcul de la pension communautaire

L'institution peut renoncer au calcul à effectuer de la pension au prorata si le résultat est identique ou inférieur à la pension nationale abstraction faite des différences dues à l'emploi de chiffres ronds.

Article 46-1-b du règlement CE n° 1408/71

Article 54 du règlement CE n° 883/2004

ASSURANCE VOLONTAIRE SUPERPOSÉE À L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

Lorsqu'une période d'assurance ou de résidence accomplie au titre d'une assurance obligatoire sous la législation d'un État membre coïncide avec une période d'assurance volontaire ou facultative continuée sous la législation d'un autre État membre, seule la période accomplie au titre d'une assurance obligatoire est prise en compte.

Les périodes d'assurance volontaire vieillesse correspondent :

- aux périodes d'affiliation à l'assurance volontaire vieillesse (CFE) ;
- aux périodes de rachat de cotisations pour une activité à l'étranger.

Article 15 du règlement CE n° 574/72

Article 14 du règlement CE n° 883/2004

Articles L. 742-1 et L. 742-2 du Code de la Sécurité sociale

Dans ce cas, il convient de calculer le montant d'une majoration correspondant aux périodes d'assurance volontaire qui s'ajoute à la pension proratisée. C'est seulement après cet ajout que la pension communautaire est comparée à la pension nationale.

PENSION NATIONALE

Les périodes d'assurance volontaire sont prises en compte pour la détermination de la pension nationale selon les règles propres à la législation française.

PENSION COMMUNAUTAIRE

Pension théorique

Elle est calculée en négligeant les périodes d'assurance volontaire en France qui se superposent à des périodes d'assurance obligatoire effectuées sous la législation d'un autre État membre et ce pour tous les éléments du calcul de la pension : salaire annuel moyen, taux et durée d'assurance.

Pension proratisée

La pension théorique est réduite au prorata des périodes du régime général mais sans inclure les périodes d'assurance volontaire superposées, par rapport aux périodes retenues pour le calcul de la pension théorique.

CALCUL DE LA MAJORATION

La majoration est calculée d'après la formule de calcul du régime général soit :

- un salaire ou revenu annuel moyen : il doit être déterminé en retenant les périodes d'assurance volontaire. Il est identique à celui ayant servi au calcul de la pension nationale ;
- un taux : il s'agit de celui fixé lors de la détermination de la pension globale théorique ;
- une durée d'assurance : elle est égale au nombre de trimestres correspondant aux versements volontaires.

FORMULE DE LA MAJORATION

Formule de la majoration

$$\begin{array}{ccccc} \text{SAMB} & \times & \text{TAUX} & \times & \text{TRIMESTRES ASSURANCE VOLONTAIRE} \\ \text{(de la pension nationale)} & & \text{(de la pension théorique)} & & \end{array}$$

Durée de référence
Variable suivant l'année de naissance
de 160 à 172 trimestres

COMPARAISON

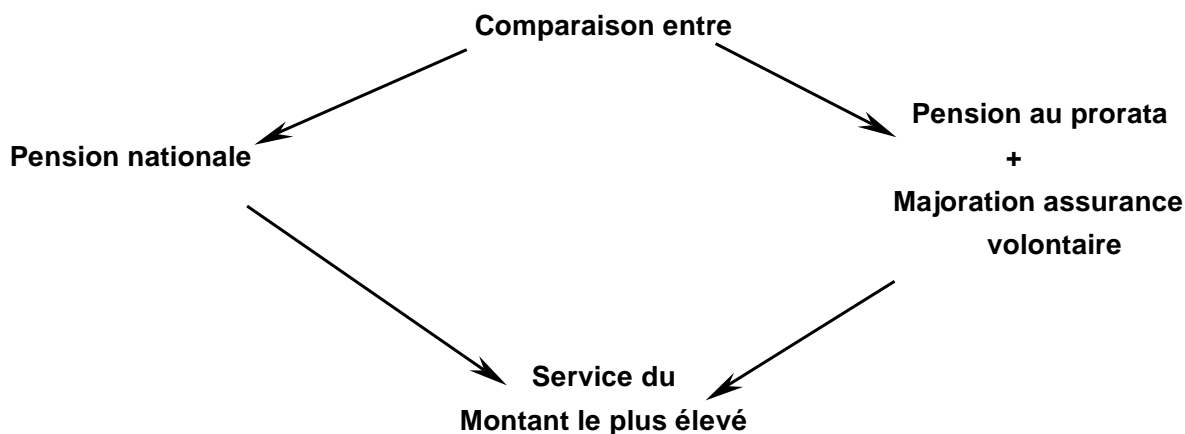
Le montant de la pension nationale est comparé au montant de la pension proratisée auquel s'ajoute la majoration. Le montant le plus avantageux est servi.

Circulaire Cnav 2010/54 du 21 mai 2010 note 2 § 27, § 28

Circulaire Cnav 2013/16 du 4 mars 2013 § 265

Circulaire ministérielle du 13 juillet 1993 § III1

Circulaire Cnav 20/94 du 31 janvier 1994 § 33



EXEMPLES DE CALCUL

EXEMPLE 1

Soit un assuré de **63** ans au jour de la liquidation, de nationalité belge né en février 1964.

- activité :
 - en France au régime général de 1979 à 2002 = **92** trimestres ;
 - en Belgique : de 2003 à 2024 = **80** trimestres.

Pension nationale

SAMB

Ce sont les salaires revalorisés des **25** meilleures années.

Taux de pension

Age	Durée d'assurance carrière
$\frac{67 \text{ ans} - 63 \text{ ans}}{\text{manque 16 trimestres}}$	
$16 \times 0,625 = 10$	$\frac{171 \text{ trimestres} - 92 \text{ trimestres}}{79 \text{ trimestres}}$
$50 - 10 = 40 \%$	

soit SAMB x 40 % x $\frac{92}{171}$

Pension communautaire

Taux de pension

- taux de pension : taux plein

(durée d'assurance carrière de **172** trimestres au régime général (**92** + **80**) trimestres en Belgique)

soit SAMB x **50** % x $\frac{171}{171}$

Pension au prorata

- pension théorique x $\frac{92}{171}$

☞ *Limitation à 171 trimestres*

Article 47 du règlement CE n° 1408/71

Article 56 et article 5 du règlement CE n° 883/2004

Comparaison

La pension communautaire plus élevée que la pension nationale sera servie. Elle améliore de manière significative le taux de pension , le salarié peut bénéficier du taux plein , ce qui évitera la décote de points en AGIRC-ARRCO.

EXEMPLE 2

Soit un assuré né le 1^{er} mars 1963, de nationalité française – départ à la retraite en France à **62** ans et 9 mois.

- activité :
 - en France = **88** trimestres de 1979 à 2001 ;
 - en Belgique = **84** trimestres de 2002 à 2022.

Pension nationale

SAMB

Ce sont les salaires revalorisés des **25** meilleures années.

Taux de pension

- durée d'assurance carrière : **88** trimestres

soit taux de pension : **39,375** %

soit SAMB x **39,375** % x $\frac{88}{170}$

Pension communautaire

Pension théorique

SAMB

Ce sont les salaires revalorisés des **25** meilleures années.

- taux de pension : **50** %

soit SAMB x **50** % x $\frac{170}{170}$

Pension au prorata

- pension théorique x $\frac{88}{170}$

Comparaison

La pension communautaire plus élevée que la pension nationale sera servie.

SYNTHÈSE DU CALCUL DANS LE CADRE DU RÈGLEMENT 883/2004

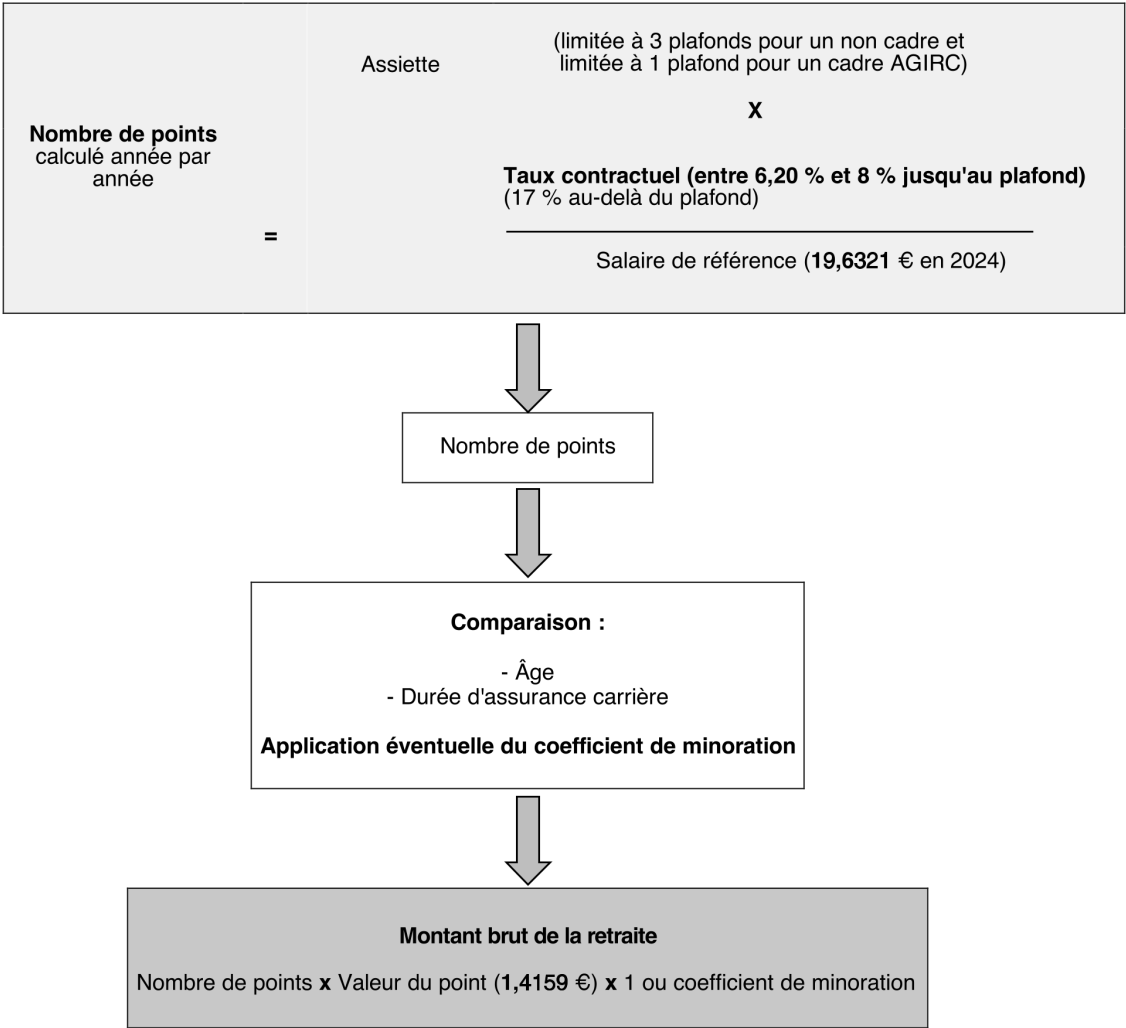
La note technique n° 2 de la circulaire n° 2010/54 du 21 mai 2010 est disponible sur Internet sous la référence suivante :

https://legislation.lassuranceretraite.fr/#!/references-reglementaires?file_leaf_ref=circulaire_cnav_2010_54_21052010_note2.aspx

Remarque : la pension communautaire côté français est très souvent plus favorable lorsque le salarié liquide avant 67 ans , puisqu'elle permet d'améliorer le taux de pension.

**EXTENSIONS TERRITORIALES SALARIÉS À L'ÉTRANGER OU EN
TERRITOIRE D'OUTRE-MER**

SCHÉMA DE CALCUL DE RETRAITE AGIRC-ARRCO



SALARIÉS DÉTACHÉS : RÉGIME D'ASSURANCE CHÔMAGE

CHAMP D'APPLICATION

Sont concernées par le régime d'assurance chômage français, les entreprises visées à l'article L. 351-4 du Code du travail, dont le siège social est situé en France.

DÉFINITION

Sont considérés comme étant en position de détachement et, comme tels, soumis obligatoirement au régime d'assurance chômage, les salariés qui sont admis à conserver, pendant la mission d'une durée professionnelle hors de France, le bénéfice du régime français de Sécurité sociale dans les conditions suivantes :

- au titre des conventions ou accords internationaux de Sécurité sociale en application de l'article L. 761-1 du Code de Sécurité sociale ;
- au titre de l'article L. 761-2 du Code de la Sécurité sociale.

Sont également considérés comme détachés, les salariés traités comme tels par les régimes complémentaires de retraite qui fonctionnent dans le cadre de la convention collective nationale du 14 mars 1947 (régime de l'AGIRC) ou de l'accord du 8 décembre 1961 (régime de l'ARRCO). Cette hypothèse ne s'applique pas en cas de détachement dans un pays de l'Union Européenne.

Arrêté du 19 juin 1997 - JO du 6 juillet 1997, p.10 256

DOUBLE AFFILIATION

Lorsque le salarié détaché est soumis à titre obligatoire, dans le pays d'exercice de l'activité, à un régime prévoyant des avantages comparables au régime français d'assurance chômage, l'entreprise peut faire une demande de dispense de cotisations auprès du régime français.

La demande est examinée par la commission paritaire nationale après examen de la situation de fait.

CONTRIBUTIONS

Les contributions des employeurs et des salariés sont assises sur les rémunérations brutes plafonnées soit, sauf cas particuliers définis par la commission paritaire nationale, sur l'ensemble des rémunérations converties en francs sur la base du taux officiel du change lors de leur perception.

La rémunération à prendre en compte est celle définie à l'article L. 242-1 du Code de la Sécurité sociale. L'assiette de cotisations est identique à celle retenue en matière de cotisations de Sécurité sociale.

Assurance chômage

Les taux de cotisations applicables pour les salariés détachés sont ceux de droit commun.

Taux au 1 ^{er} janvier 2024	Part salariale	Part patronale
Sur la part de rémunération comprise entre 0 et 1 plafond de Sécurité sociale (TA)	0,00 %	4,05 %
Sur la part de rémunération comprise entre 1 et 4 plafonds de Sécurité sociale (TB)	0,00 %	4,05 %

FNGS (Fonds National de Garantie des Salaires)

Les salariés détachés au sens du régime d'assurance chômage bénéficient du système d'assurance des créances salariales et sont soumis, de ce fait, à la cotisation au FNGS.

- Taux du 1^{er} janvier au 30 juin 2024 : 0,20 %.
- Taux à compter du 1^{er} juillet 2024 : 0,25 %.